RF

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 41.597/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 31 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 24 et 29 novembre 2006, a donné à cette dernière date l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

Invité par la section de législation à préciser au regard de certaines dispositions législatives (1) les raisons pour lesquelles le projet à l'examen ne règle pas, d'une part, le droit de rôle, les frais et dépens, ainsi que les modalités d'octroi du bénéfice du pro deo et, d'autre part, la possibilité d'intervenir devant le Conseil du Contentieux des étrangers dans le cadre d'une procédure d'annulation, le délégué du ministre a fait valoir ce qui suit :

"1. Pro deo

[...]. Het procedurereglement voorziet niet in een kostenregeling die verdeeld wordt naar gelang een partij het beroep wint dan wel verlies (b.v. de tolk is lastens de begroting; er zijn geen rolrechten, ...). Het is in deze context dan ook voorlopig niet nodig te voorzien in een regeling van de rolrechten noch in het voorzien van een «pro deo». De aanwijzing van een advocaat geschiedt immers door het bureau en niet door de Raad voor vreemdelingenbetwistingen. De bepalingen in de vreemdelingenwet die voorzien in een kosten en pro deo regeling moeten dan ook voorlopig niet worden uitgevoerd. Hoe dan ook lijkt het ons waarschijnlijk dat het invoeren van een belasting zoals rolrechten een wetgevend initiatief vereist.

2. Tussenkomst.

a. Tussenkomst moet volgens het Hof van Cassatie steeds een wettelijke grondslag hebben.

b. De wet van 1980 voorziet in een beroep van de minister tegen een beslissing van de cgvs. Dit blijkt uit artikel 39/56 van de wet van 1980. Enkel in de hypothese van het tweede lid van 39/56 is aldus een tussenkomst van de vreemdeling mogelijk :

---

(1) Il s'agit plus particulièrement des articles 39/68, 39/69, § 1er, alinéa 3, 3°, et 39/78, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la "loi du 15 décembre 1980".

Indien de minister een beroep indient tegen een voor de vreemdeling gunstige beslissing van de cgvs, dan kan de betrokken vreemdeling uiteraard tussenkomen. Dit vindt uitvoering in de artikelen 39/71 (toezenden kopie aan vreemdeling) en 39/72 (de eigenlijke tussenkomst).

c. In nietigverklaring voorziet de vreemdelingenwet in principe (zie hierna) niet in een beroepsmogelijkheid van de minister tegen een beslissing inzake het vreemdelingencontentieux. Dit is vanuit het standpunt van de wetgever logisch : in het immigratie- (en dus annulatie) contentieux gaat de beslissing niet uit van een van de minister onafhankelijke (asiel)instantie (de cgvs) maar wel van hemzelf of van een door hem gemachtigde ambtenaar. Daarom heeft de wetgever niet voorzien in een beroepsmogelijkheid voor de minister. Deze regeling (art. 39/72) onderscheidt zich op dat vlak van de procedureregeling voor de Raad van State van het artikel 21*bis* van de Raad van State-wet. Voor de Raad voor vreemdelingenbetwistingen kan enkel een vreemdeling tussenkomen, voor de Raad van State iedereen die belang heeft bij de oplossing.

In het annulatiecontentieux kan dus het beroep enkel uitgaan van de vreemdleing die doet blijken van een belang (art. 39/56). Een tussenkomst van een vreemdeling is dus niet mogelijk. Dus moeten er - spijts het feit dat art. 39/81 verwijst naar de bepalingen inzake de tussenkomst - in het procedurereglement niets voorzien worden voor de tussenkomst ter zake, daar deze bepalingen zonder inhoud zouden zijn.

c. Er zou kunnen worden betoogd dat de algemeenheid van artikel 39/56, tweede alinea aan de minister toelaat een beroep in te dienen tegen een beslissing van de cgvs waartegen een annulatieberoep open staat (ipv een vol beroep) : zie art. 39/2, § 1, derde alinea vreemdelingenwet en artikel 57/6, eerste alinea, 2°, zoals ingevoegd bij artikel 58 van de mono-wet van 15/9/06. Dit geval is echter theoretisch daar de beslissingen die de cgvs neemt met toepassing van deze bepaling, beslissingen van niet-inoverwegingneming zijn. Het is de betrokken EG-vreemdeling die een belang heeft om daar tegen op te komen met een annulatieberoep. In deze context is een tussenkomst zinledig."

Ces précisions devraient être intégrées dans le rapport au Roi.

Observations particulières

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve son fondement légal dans les articles 39/65, 39/68, 39/69, § 3, 39/71, 39/82, §§ 5 et 7, 39/84 et 39/85 de la loi du 15 décembre 1980, insérés par la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, ci-après la "loi du 15 septembre 2006".

L'alinéa 1er sera revu en conséquence.

2. À l'alinéa 6, il y a lieu d'écrire "l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°,".

Dispositif

Article 2

Il convient de faire de l'alinéa 2, un article distinct, son objet étant différent de celui de l'alinéa 1er.

Article 3

1. L'article 3, § 1er, alinéa 4, du projet, dispose que le directeur de l'établissement pénitentiaire ou du lieu (2) dans lequel est retenu le requérant, ou son délégué, peut faire parvenir la requête qu'il a reçue du requérant, au greffe du Conseil du Contentieux des étrangers, soit par porteur contre accusé de réception, soit par télécopie, auquel cas il transmet sans délai au greffe la requête originale.

Comme l'indique le projet de rapport au Roi, cette transmission est requise afin de permettre au greffe d'obtenir un exemplaire (original) signé de la requête.

Le texte en projet ne précise pas les conséquences du défaut de transmission au greffe du Conseil du Contentieux des étrangers de la requête originale. Il va cependant de soi que cette omission ne peut entraîner aucune conséquence défavorable pour le requérant, lequel ne peut évidemment pas être tenu pour responsable d'une erreur ou d'une omission commise par un membre de l'administration.

Cette précision devrait figurer dans le rapport au Roi.

Si l'auteur du projet estime cependant nécessaire d'exiger, en cas d'absence de transmission de l'original par le directeur de l'établissement pénitentiaire ou son délégué, que le requérant ou son conseil authentifie la télécopie au plus tard à l'audience, sous peine de radiation du rôle (3), la disposition en projet doit alors être revue en ce sens.

---

(2) Lire "lieu déterminé", conformément à l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980.

(3) Comparez avec l'article 3, § 1er, alinéa 2, 1°, du projet.

2. L'article 3, § 2, alinéa 3, du projet, dispose que les pièces de procédure, notifications, avis et convocations peuvent être valablement envoyées par télécopie par le Conseil d'État en cas de procédure d'extrême urgence ou de procédure accélérée et que les parties indiquent pour ce faire leur numéro de télécopie dans la pièce de procédure.

Selon le projet de rapport au Roi, cette disposition est reprise

> "de la réglementation en cas d'extrême urgence telle qu'est actuellement prévue dans la réglementation de procédure du Conseil d'État (art. 19, premier alinéa, deuxième phrase, de l'arrêté royal du 9 juillet 2000)."

L'attention de l'auteur du projet est cependant attirée sur ce que cet article 19 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000 portant règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, ci-après l'"arrêté royal du 9 juillet 2000", ne comporte pas la précision selon laquelle il incombe aux parties d'indiquer leur numéro de télécopie dans leur pièce de procédure.

Le Conseil d'État suppose dès lors que la disposition en projet doit, nonobstant sa formulation, être interprétée en ce sens qu'aucune sanction n'est, en tant que telle, attachée à l'absence d'indication par les parties de leur numéro de télécopie dans leurs pièces de procédure.

Cette précision devrait figurer dans le rapport au Roi.

Article 4

Il y a lieu de préciser que cet article ne trouve à s'appliquer qu'aux envois par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, qui sont les seuls à faire courir les délais.

Article 6

1. Aux termes de l'alinéa 1er, quatre copies doivent être jointes "à toute pièce de procédure visée dans le présent arrêté".

En tant que cette disposition, par sa généralité, concerne aussi les actes contenant les recours mentionnés à l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 [4], cette disposition n'est pas conforme à l'article 39/69, § 1er, alinéa 3, 2°, qui exige que les recours soient "accompagnés de six copies de ceux-ci", le non-respect de cette règle étant sanctionné par la non-inscription au rôle.

Il est vrai que cette dernière règle est rappelée comme suit dans la version néerlandaise du projet de rapport au Roi :

> "Inzake het verzoekschrift is een regeling opgenomen in artikel 39/69, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980" [5].

Il semble être ainsi fait écho à la considération figurant aux pages 2 et 3 du projet de rapport au Roi selon laquelle, compte tenu du fait que la loi du 15 décembre 1980 règle une grande partie de la procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers et qu'il ne convient pas de rappeler dans un texte réglementaire des règles trouvant leur source dans la loi, les règles de procédure figurant dans la loi du 15 décembre 1980 ne sont pas rappelées dans le projet.

Cette approche légistique ne dispense toutefois pas l'auteur du projet de concevoir le dispositif de manière à éviter que ce dernier contredise la loi, ce qui est le cas en l'espèce en ce qui concerne le nombre de copies à annexer aux recours.

Il y a donc lieu de revoir l'alinéa 1er de manière à réserver l'hypothèse prévue par l'article 39/69, § 1er, alinéa 3, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

2. L'alinéa 2 doit être complété pour préciser qui peut ordonner le dépôt de copies supplémentaires.

---

(4) Voir notamment l'article 2 du projet.

(5) La version française de ce passage du projet de rapport au Roi, selon laquelle, "[p]ar rapport à la requête, une réglementation a été reprise de l'article 39/69, § 1, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980", outre qu'elle ne correspond pas à la version néerlandaise, laisse entendre de manière erronée que l'article 6 du projet reproduirait ("reprendrait") la règle figurant à l'article 39/6, § 1er, alinéa 3, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

3. La disposition en projet ne prévoit pas de sanction en cas d'absence de dépôt de copies et de copies supplémentaires qu'elle prévoit. Il y a lieu d'en déduire qu'aucune sanction n'est attachée au non respect de cette disposition [(6)].

Cette précision devrait figurer dans le rapport au Roi.

Article 7

Le rapprochement de l'article 7 et de l'article 6 pourrait laisser entendre que seules "les requêtes et les notes" mentionnées à l'article 7 devraient être accompagnées d'un inventaire lorsque des pièces y sont jointes, et non les autres actes de procédure mentionnés à l'article 6, soit les demandes d'intervention, les rapports écrits et toute autre pièce de procédure.

Comme telle ne paraît pas être l'intention, il serait préférable de mentionner également, comme à l'article 6, "toute pièce de procédure visée dans le présent arrêté".

Article 9

1. La notion de "date d'inscription" dont il est question à la fin de la première phrase n'apparaît pas clairement.

Il convient de préciser de quelle inscription il s'agit.

2. La section de législation observe que la disposition à l'examen ne traduit pas dans son dispositif l'idée exprimée dans son commentaire selon laquelle, pour qu'il puisse être tenu compte de l'avis du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, l'avis doit parvenir au greffe du Conseil du Contentieux des étrangers avant la clôture des débats de l'affaire à laquelle il se réfère. Il y a là une lacune qui devrait être comblée.

---

(6) Comparer avec l'article 39/69, § 1er, alinéa 3, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, en application duquel ne sont pas inscrits au rôle les recours non accompagnés de six copies de ceux-ci.

Chapitre II

Le chapitre II est intitulé "De l'instruction et l'audience". Il résulte toutefois de la loi que le Conseil du Contentieux des étrangers n'a "pas de compétence propre d'instruction" (7). D'ailleurs, le chapitre II de l'arrêté en projet contient trois sections, respectivement intitulées "Des mesures préalables", "De l'audience" et "Du renvoi à l'assemblée générale".

L'intitulé sera revu en conséquence.

Article 10

L'article 10 du projet, dispose que, lorsqu'elle n'est pas inscrite au rôle en application de l'article 39/69, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, la requête, accompagnée de ses éventuelles annexes, est renvoyée par le greffe au requérant, sans délai et au plus tard dans les cinq jours ouvrables de sa réception par le greffe. Il est précisé dans le projet de rapport au Roi que sont ainsi fixées, suite à l'avis de la section de législation donné sur l'avant-projet devenu la loi du 15 septembre 2006 (8), les modalités selon lesquelles le requérant sera informé du fait que sa requête n'est pas prise en considération (9).

---

(7) Commentaire des articles (Doc. parl., Chambre, 2005-2006, n° 51-2479/1, p. 96), qui précise que le Conseil du Contentieux des étrangers "ne peut pas imposer ni à ses propres services, ni à des tiers, ni au CGRA de procéder à une instruction complémentaire" (Adde, p. 117).

(8) Dans son avis 39.717/AV, donné le 21 février 2006, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 15 septembre 2006, l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a, en effet, observé que le délai de recours continue à courir dans les hypothèses de non-enrôlement de la requête, prévues par l'article 39/69, en projet, et qu'il y a dès lors lieu de supposer que le requérant sera, de l'une ou l'autre manière, informé de ce que la requête n'a pas été prise en considération (Doc. parl., Chambre, 2005-2006, n° 51-2479/1, p. 130).

(9) Dans le cadre de la procédure mise en oeuvre par le greffe du Conseil d'État en application de l'article 20 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, les requêtes incomplètes sont inscrites dans un registre d'attente et les requérants sont expressément invités à la compléter [voir le rapport au Roi précédant cet arrêté royal du 9 juillet 2000 (Moniteur belge du 15 juillet 2000), observation sous l'article 3 (p. 24.796); voir également J. Vanhaeverbeek, Les procédures particulières au contentieux des étrangers devant le Conseil d'État, Bruxelles, La Charte, 2005, p. 95].

Les modalités ainsi fixées dans l'arrêté en projet appellent toutefois les trois observations qui suivent :

- le fait de renvoyer au requérant la requête et ses éventuelles annexes place le greffe du Conseil du Contentieux des étrangers dans l'impossibilité de pouvoir ultérieurement établir, en cas de contestation, le bien-fondé de la décision de non-enrôlement de la requête;

- le renvoi par le greffe est conçu en manière telle que les raisons du refus d'enrôlement ne sont pas mentionnées;

- quoi qu'il en soit, si elles peuvent être de nature à permettre à l'intéressé de s'apercevoir que sa requête n'a pas été enrôlée, ces formalités ne lui permettent cependant pas de procéder, dans un délai raisonnable, à la régularisation de la requête, alors même que cette dernière aurait été introduite dans le délai de recours, de quinze ou de trente jours, fixé à l'article 39/57 de la loi du 15 décembre 1980 (10). Ainsi conçues les formalités prévues par l'auteur du projet d'arrêté encourent le risque d'être considérées comme limitant l'accès au juge d'une façon ou d'une mesure telle que cela porte atteinte à la substance même de ce droit d'accès et ce, d'autant plus qu'il s'agit du premier recours juridictionnel ouvert à l'intéressé (11).

---

(10) Ainsi, le requérant qui introduirait sa requête le dixième jour du délai de quinze jours, ne pourra manifestement plus procéder à la régularisation de sa requête, par l'introduction en temps utile d'une nouvelle requête, dès lors que le greffe ne l'avertirait du non-enrôlement de la requête initiale que par un courrier adressé le cinquième jour ouvrable à partir de celui de la réception de cette requête.

(11) Pour rappel, le droit à un recours juridictionnel (effectif) est, notamment, consacré :
- par l'article 39 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres;
- par l'article 31 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le réglement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE;
- et par l'article 20, paragraphe 2, de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée.

En conséquence, afin d'éviter toute contestation en la matière et de garantir le droit à un recours juridictionnel effectif, il conviendrait, à l'instar de ce qui figure dans le projet d'arrêté royal "déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État", au sujet duquel l'assemblée générale de la section de législation a donné, le 28 novembre 2006, l'avis 41.773/AG, de prévoir les règles suivantes :

- le greffe du Conseil du Contentieux des étrangers conserve une trace de la requête introduite devant lui qui n'a pu être provisoirement enrôlée pour les raisons mentionnées dans l'article 39/69, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980;

- le requérant est invité, par un courrier du greffe, à régulariser sa requête dans un délai préfix donné;

- la requête régularisée dans le délai imparti est censée introduite à la date de son premier envoi.

Article 14

Aux alinéas 1er et 3, il y a lieu , compte tenu de la définition du "président" à l'article 1er, 3°, de l'arrêté en projet, de supprimer les mots "ou un juge".

Article 16

1. À la fin du 1°, il y a lieu d'ajouter les mots "ou les assiste".

2. Au 4°, il y a lieu d'écrire "le nom du ou des membres".

Article 17

1. Ainsi que le confirme le commentaire de l'article 17 figurant dans le projet de rapport au Roi, cette disposition pourvoit à la mise en oeuvre de l'habilitation contenue à la première phrase de l'article 39/65, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 162 de la loi du 15 septembre 2006, aux termes de laquelle

> "[l]a décision interlocutoire ou définitive [du Conseil du Contentieux des étrangers] est portée à la connaissance des parties selon les modalités fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres".

Le projet de rapport au Roi précise que l'auteur du projet "a choisi de ne pas encore mettre en oeuvre l'autorisation [lire : l'habilitation] donnée par l'article 39/65, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi précitée du 15 décembre 1980 [(12)]", aux termes duquel

> "[c]et arrêté royal peut également déterminer les cas dans lesquels une notification du dispositif et de l'objet de la décision aux autorités administratives à la cause suffit, ainsi que la forme et les conditions selon lesquelles cette notification limitée peut avoir lieu et la manière dont ces décisions sont accessibles à cette partie en version intégrale".

L'un des motifs avancés dans le projet de rapport au Roi pour ne pas mettre en oeuvre cette habilitation est tiré de ce qu'

> "une réglementation analogue quant à la publication des décisions (en cassation) et des arrêts du Conseil d'État est prévue" et que "[l]e Gouvernement trouve qu'il est dans l'intérêt du requérant en général et des parties en particulier que les deux réglementations correspondent le mieux possible".

La "réglementation analogue" à laquelle il est fait allusion est celle qui est envisagée par les articles 20, § 3, alinéa 3, deuxième phrase, et 28, alinéa 2, deuxième phrase, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, insérés par les articles 8 et 15 de la loi du 15 septembre 2006.

---

(12) Projet de rapport au Roi, p. 2.

Depuis la saisine de la section de législation du Conseil d'État portant sur le projet à l'examen, un avant-projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers (procédure d'admissibilité en cassation)", a été rédigé le 31 octobre 2006 par l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État [13] et remis au Premier Ministre.

La question s'est posée à l'assemblée générale de savoir comment il y avait lieu de concevoir dans cet avant-projet la notification simplifiée prévue par la deuxième phrase des articles 20, § 3, alinéa 3, et 28, alinéa 2, nouveaux, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La note explicative précédant l'avant-projet expose ce qui suit sur ce point :

> "Dès lors qu'il peut effectivement être envisagé, dans les conditions décrites ci-après, de recourir à l'envoi de courriers électroniques pour notifier ou communiquer des ordonnances ou des arrêts existant par ailleurs sous forme électronique, il n'apparaît pas nécessaire, que ce soit pour des raisons de coût ou de rapidité de la procédure, de n'envisager qu'un envoi partiel de ces documents par courrier électronique.
>
> L'avant-projet d'arrêté retient donc la possibilité de l'envoi du texte intégral de l'ordonnance ou de l'arrêt par courrier électronique" [14].

Il découle de ces explications que la mise en oeuvre de la première phrase des articles 20, § 3, alinéa 3, et 28, alinéa 2, nouveaux, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, portant de manière générale sur la manière dont les ordonnances et les arrêts sont notifiés ou portés à la connaissance des parties, suffit pour permettre au Roi d'en assurer une notification de manière simplifiée par la communication électronique du texte complet des ordonnances et des arrêts, sans qu'il soit nécessaire de la limiter à la seule communication, comme envisagé par la deuxième phrase de ces dispositions législatives, du dispositif et de l'objet des ordonnances ou des arrêts.

Il en est résulté l'article 42 du projet d'arrêté royal ayant fait l'objet de l'avis 41.773/AG, précité.

---

[13] Avis 41.439/AG, donné le 31 octobre 2006.

[14] Paragraphe 4.2.

Il est recommandé d'inclure dans le projet à l'examen une disposition analogue, qui puiserait son fondement légal dans l'article 39/65, alinéa 2, première phrase, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 162 de la loi du 15 septembre 2006.

2. Selon le projet de rapport au Roi, la disposition en projet serait identique à l'article 34 (lire : l'article 36) du règlement général de procédure devant le Conseil d'État [15]. En réalité, l'auteur du texte a omis d'ajouter à la fin de l'alinéa 2, les mots "sous pli ordinaire".

Le texte doit être complété par ces mots.

Article 19

La disposition à l'examen renvoie, dans ses alinéas 2 et 3, à des dispositions ou à un arrêté d'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que l'abrogation de ce Code est prévue dans un avant-projet de loi récemment soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État et ce, à une date à déterminer par le Roi [16].

---

(15) A savoir l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État.

(16) Voir l'avis 41.194/2 donné le 25 septembre 2006 sur un avant-projet de loi "instaurant le Code des droits et taxes divers suite à l'abrogation du Code des taxes assimilées au timbre et les articles de loi qui en renvoient au Code civil, le Code judiciaire, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la loi portant création d'une banque-carrefour des entreprises et la loi relative à certains actes de l'état-civil dressés en dehors du Royaume".

Article 20

Il conviendrait de préciser si la décision de ne pas publier un arrêt, visée à l'alinéa 1er, ne peut intervenir que dans les hypothèses visées à l'alinéa 2, ou si l'appréciation est discrétionnaire, dans le respect de l'alinéa 3.

Article 23

Dans le cadre de la procédure d'inscription en faux, l'article 23 de l'arrêté royal en projet confère au juge du Conseil du Contentieux des étrangers la compétence de prendre ou non en considération une pièce qu'il a préalablement considérée comme revêtant une importance capitale pour sa décision, alors qu'une partie s'est inscrite en faux contre cette pièce.

Il est fait état dans le projet de rapport au Roi de ce qu'il a été décidé de s'inspirer de la procédure prévue par l'article 43 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État, ci-après l'"arrêté royal du 5 décembre 1991".

L'auteur du projet d'arrêté perd cependant de vue que l'arrêté royal du 5 décembre 1991 ne règle que la procédure de suspension devant le Conseil d'État et que l'article 43 de cet arrêté précise de manière expresse que la décision de retenir ou non une pièce arguée de faux n'est prise qu'à titre provisoire, dans le cadre de la procédure de suspension, et ne préjudicie donc pas du sort qui pourrait être réservé à cette pièce dans le cadre de la procédure en annulation. Concernant cette procédure, il convient de rappeler l'article 51 du règlement général de procédure, en application duquel il incombe au Conseil d'État, lorsqu'une pièce arguée de faux est essentielle pour la solution du litige, de surseoir à statuer jusqu'après le jugement de faux par la juridiction compétente.

La disposition en projet doit, en conséquence, être revue afin de tenir compte de la situation dans laquelle la décision à prendre par le juge du Conseil du Contentieux des étrangers est une décision, non pas provisoire [(17)], mais définitive.

Article 24

La section de législation se demande s'il ne serait pas préférable que la reprise d'instance se fasse par requête plutôt que par une déclaration de l'ayant droit faite au greffe.

Il conviendrait également d'indiquer les mentions que devraient comporter la demande de reprise d'instance, qu'elle soit formulée par écrit ou oralement, spécialement en ce qui concerne l'élection de domicile.

Article 25

Pas plus que le commentaire qui en est donné, le dispositif de l'article 25 ne permet pas de saisir en quoi l'article 25 se distingue de l'article 39/73, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, lequel impose déjà au président de chambre ou au juge désigné d'examiner en priorité les recours faisant l'objet d'un désistement.

Article 32

1. L'alinéa 1er, qui n'ajoute rien à l'article 39/82, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, sera omis.

---

(17) À savoir, l'hypothèse dans laquelle le juge est, soit saisi d'une demande de suspension ou d'une demande de mesures provisoires d'extrême urgence, soit appelé à examiner séparément la demande de suspension ordinaire introduite dans la même requête que le recours en annulation.

2. L'alinéa 2, devenant unique, sera rédigé comme suit :

"La requête unique visée à l'article 39/82, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 comprend : ...".

Article 35

À l'alinéa 3, il est question tantôt, dans le texte néerlandais, de "schorsingsnota met opmerkingen", tantôt, dans le texte français, de "la note d'observation et les remarques". Cette incohérence doit être levée. Sans doute convient-il de supprimer toute référence aux "remarques".

Article 36

À l'alinéa 3, mieux vaut écrire :

"Si le président estime (la suite comme au projet)."

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

Articles 39 et 40

Il résulte de la combinaison de l'article 39/82, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 et des articles 39, § 1er, alinéa 1er, et 40, alinéa 2 (18), du projet, qu'après le prononcé d'un arrêt de suspension, seule l'introduction d'une demande de poursuite de la procédure ou d'un mémoire par la partie défenderesse, dans le délai de huit jours à compter de la notification de l'arrêt de suspension, a pour effet d'éviter que le Conseil du Contentieux des étrangers statue immédiatement sur le recours en annulation sur la base de l'article 39, § 1er, du projet et d'enclencher la procédure prévue par l'article 40 de celui-ci.

(18) À l'article 40, alinéa 2, du projet, il faut remplacer les mots "l'article 35, § 1" par les mots "l'article 39, § 1er".

L'article 40, alinéa 3, du projet est rédigé de manière telle que l'introduction d'un dossier administratif complémentaire aurait le même effet, indépendamment de toute introduction par la partie défenderesse d'une demande de poursuite de la procédure ou d'un mémoire.

Il appartient à l'auteur du projet de préciser ses intentions sur ce point.

Si seule l'introduction d'une demande de poursuite de la procédure ou d'un mémoire par la partie défenderesse dans le délai de huit jours à compter de la notification de l'arrêt de suspension doit avoir cet effet, les mots "ou a complété le dossier administratif" figurant à l'article 40, alinéa 3, du projet doivent être omis, quitte à prévoir que, lorsque l'introduction d'une demande de poursuite de la procédure est accompagnée de la remise d'un dossier complémentaire, il est fait application de l'article 40, alinéa 3, précité.

Si au contraire la seule introduction d'un dossier complémentaire doit être assimilée, comme l'introduction d'un mémoire, à une demande de poursuite de la procédure, l'article 40, alinéa 2, du projet devrait être complété en ce sens et la suite de la disposition à l'examen adaptée en conséquence.

Articles 40 et 41

1. À l'article 40, alinéa 1er, en vue d'une plus grande lisibilité, il vaut mieux écrire la première phrase comme suit :

"Si la suspension de l'exécution est ordonnée et que la partie défenderesse a demandé la poursuite de la procédure, la partie défenderesse peut, dans les huit jours suivant la notification de l'arrêt au greffier en chef, faire parvenir un mémoire au greffe et le cas échéant, compléter le dossier administratif."

De même, à l'article 41, alinéa 1er, convient-il d'écrire la première phrase comme suit :

"Si la suspension de l'exécution n'est pas ordonnée et que la partie requérante a demandé la poursuite de la procédure, la procédure est poursuivie (la suite comme au projet)."

2. La section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison justifiable au regard des articles 10 et 11 de la Constitution les alinéas 1er et 2 de l'article 40 n'ont pas leur pendant à l'article 41, en tant qu'ils prévoient qu'un mémoire introduit en temps utile vaut poursuite de la procédure.

Articles 43

1. De même qu'à l'article 39/82, § 3, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par la loi du 15 septembre 2006, il est requis que l'intitulé de la requête mentionne l'objet de celle-ci lorsqu'il s'agit d'un recours en annulation ou, à la fois, de pareil recours et d'une demande de suspension (19), il serait souhaitable que l'intitulé de la demande visée à l'article 43, § 1er, fasse expressément mention d'une demande de suspension en extrême urgence.

La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 44 du projet, qui concerne la demande de mesures provisoires, et pour l'article 50 du projet, qui concerne la demande de retrait ou de modification d'un arrêt ordonnant la suspension ou des mesures provisoires (20).

---

(19) Voir aussi, dans le même sens, en ce qui concerne les recours en annulation et les demandes de suspension introduits devant la section du contentieux du Conseil d'État, l'article 17, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, modifié par l'article 6, 3°, de la loi du 15 septembre 2006.

(20) Voir aussi l'article 3, § 2, 1°, du projet d'arrêté royal "déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État" ayant fait l'objet de l'avis 41.773/AG précité.

2. La section de législation observe que le paragraphe 1er, n'énonce pas de manière exhaustive quelles sont les mentions que doit comporter la demande de suspension en extrême urgence, en plus de l'exposé des faits justifiant spécialement le recours à cette procédure (21).

Article 44

À l'alinéa 2, 1°, dans la version française, il convient de remplacer les mots "partie requérante" par les mots "partie défenderesse".

Article 46

Au paragraphe 2, alinéa 2, dans le texte français, il y a lieu de remplacer les mots "à l'avis" par les mots "à la communication".

Articles 51 à 54

Les articles 51 à 54 du projet d'arrêté royal modifient l'arrêté royal du 19 mai 1993 fixant la procédure devant la Commission permanente de recours des réfugiés ainsi que son mode de fonctionnement. Cet arrêté royal trouve son fondement légal dans l'article 57/24, actuel, de la loi du 15 décembre 1980, lequel n'est cependant pas visé dans le préambule de l'arrêté en projet.

L'attention de l'auteur du projet est, tout d'abord, attirée sur ce que l'habilitation faite dans cet article 57/24 au Roi de déterminer la procédure devant la Commission permanente est supprimée par l'article 196 de la loi du 15 septembre 2006, avec effet au 1er décembre 2006, en application de l'article 243, alinéa 3, de la même loi.

(21) Comparer avec les articles 3 et 8, § 1er, de l'arrêté royal du 9 juillet 2000. Voir également l'article 44, alinéa 2, du projet examiné.

Il convient ensuite d'observer que la Commission permanente de recours des réfugiés reste, en application de l'article 235 de la même loi du 15 septembre 2006, provisoirement compétente pour connaître, à dater du 1er décembre 2006, des recours dirigés contre les décisions prises par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et que ces recours sont, notamment, traités conformément à la procédure et aux conditions fixées par les articles 39/9, 39/17, 39/18, 39/56 à 39/67 et 39/69 à 39/77 de la loi du 15 décembre 1980, tels qu'insérés par la loi du 15 septembre 2006 et dont l'entrée en vigueur est prévue le 1er décembre 2006. Il s'ensuit que le Roi, à dater du 1er décembre 2006, ne peut non plus se fonder, fût-ce à titre transitoire, sur l'article 39/68 de la loi du 15 décembre 1980 (22), pour modifier ou compléter l'arrêté royal du 19 mai 1993, précité, du fait même que cet article n'est pas expressément visé à l'article 235, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 septembre 2006.

Dans l'état actuel de la législation, le Roi, à dater du 1er décembre 2006, ne dispose donc plus d'aucune habilitation pour adopter les articles 51 à 54 du projet.

Il est bien envisagé, dans un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses" récemment soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État, de rétablir provisoirement l'article 57/24 de la loi du 15 décembre 1980 (23), mais cet avant-projet n'a toujours pas abouti à ce jour.

Il résulte des observations qui précèdent que la demande d'avis est, à tout le moins, prématurée, en ce qu'elle porte sur les articles 51 à 54 de l'arrêté royal en projet. Ces dispositions n'ont par conséquent pas été examinées dans le cadre du présent avis.

---

(22) En application de cet article, il incombe au Roi de fixer, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, la procédure devant le Conseil du Contentieux des étrangers.

(23) Ainsi que les articles 57/25 à 57/27 de la même loi du 15 décembre 1980, qui sont également relatifs à la Commission permanente de recours des réfugiés (voir l'article 134 de l'avant-projet de loi "portant des dispositions diverses", au sujet duquel a été donné, les 7 et 8 novembre 2006, l'avis 41.595/2/4).

Article 55

Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a une discordance entre la version française, qui prévoit une notification au conseil de l'étranger, et la version néerlandaise qui ne la prévoit pas.

Il convient de compléter le texte néerlandais.

Observations finales

1. Dans un souci de plus grande lisibilité et, par suite, de sécurité juridique, il conviendrait de viser avec plus de précision les dispositions légales auxquelles l'arrêté en projet se réfère à maintes reprises, en mentionnant, s'il échet, la division et la subdivision de l'article référé. Tel est notamment le cas des articles 3, § 3, et 6, alinéa 1er, du projet.

2. Pour se conformer à l'usage, lorsque l'on entend viser une suite d'articles, il convient de remplacer le signe typographique "-" par le mot "à".

3. La version française de l'ensemble du projet et du projet de rapport au Roi est déficiente et nécessite une révision approfondie.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT R. ANDERSEN

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.597/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 31 oktober 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 24 en 29 november 2006, op laatst vermelde datum het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Naar aanleiding van het verzoek van de afdeling wetgeving om in het licht van sommige wetsbepalingen (1) precies aan te geven waarom het voorliggende ontwerp geen regeling bevat voor, enerzijds, het rolrecht, de kosten en uitgaven, de nadere regels voor het verlenen van het voordeel van het pro Deo, en voor, anderzijds, de mogelijkheid om bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen tussen te komen in het kader van een annulatieprocedure, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven :

"1. Pro deo

[...]. Het procedurereglement voorziet niet in een kostenregeling die verdeeld wordt naar gelang een partij het beroep wint dan wel verlies (b.v. de tolk is lastens de begroting; er zijn geen rolrechten, ...). Het is in deze context dan ook voorlopig niet nodig te voorzien in een regeling van de rolrechten noch in het voorzien van een «pro deo». De aanwijzing van een advocaat geschiedt immers door het bureau en niet door de Raad voor vreemdelingenbetwistingen. De bepalingen in de vreemdelingenwet die voorzien in een kosten en pro deo regeling moeten dan ook voorlopig niet worden uitgevoerd. Hoe dan ook lijkt het ons waarschijnlijk dat het invoeren van een belasting zoals rolrechten een wetgevend initiatief vereist.

(1) Het gaat meer bepaald om de artikelen 39/68, 39/69, § 1, derde lid, 3°, en 39/78, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hierna te noemen de "wet van 15 december 1980".

2. Tussenkomst.

a. Tussenkomst moet volgens het Hof van Cassatie steeds een wettelijke grondslag hebben.

b. De wet van 1980 voorziet in een beroep van de minister tegen een beslissing van de cgvs. Dit blijkt uit artikel 39/56 van de wet van 1980. Enkel in de hypothese van het tweede lid van 39/56 is aldus een tussenkomst van de vreemdeling mogelijk : Indien de minister een beroep indient tegen een voor de vreemdeling gunstige beslissing van de cgvs, dan kan de betrokken vreemdeling uiteraard tussenkomen. Dit vindt uitvoering in de artikelen 39/71 (toezenden kopie aan vreemdeling) en 39/72 (de eigenlijke tussenkomst).

c. In nietigverklaring voorziet de vreemdelingenwet in principe (zie hierna) niet in een beroepsmogelijkheid van de minister tegen een beslissing inzake het vreemdelingencontentieux. Dit is vanuit het standpunt van de wetgever logisch : in het immigratie- (en dus annulatie) contentieux gaat de beslissing niet uit van een van de minister onafhankelijke (asiel)instantie (de cgvs) maar wel van hemzelf of van een door hem gemachtigde ambtenaar. Daarom heeft de wetgever niet voorzien in een beroepsmogelijkheid voor de minister. Deze regeling (art. 39/72) onderscheidt zich op dat vlak van de procedureregeling voor de Raad van State van het artikel 21*bis* van de Raad van State-wet. Voor de Raad voor vreemdelingenbetwistingen kan enkel een vreemdeling tussenkomen, voor de Raad van State iedereen die belang heeft bij de oplossing.

In het annulatiecontentieux kan dus het beroep enkel uitgaan van de vreemdleing die doet blijken van een belang (art. 39/56). Een tussenkomst van een vreemdeling is dus niet mogelijk. Dus moeten er - spijts het feit dat art. 39/81 verwijst naar de bepalingen inzake de tussenkomst - in het procedurereglement niets voorzien worden voor de tussenkomst ter zake, daar deze bepalingen zonder inhoud zouden zijn.

c. Er zou kunnen worden betoogd dat de algemeenheid van artikel 39/56, tweede alinea aan de minister toelaat een beroep in te dienen tegen een beslissing van de cgvs waartegen een annulatieberoep open staat (ipv een vol beroep) : zie art. 39/2, § 1, derde alinea vreemdelingenwet en artikel 57/6, eerste alinea, 2°, zoals ingevoegd bij artikel 58 van de mono-wet van 15/9/06. Dit geval is echter theoretisch daar de beslissingen die de cgvs neemt met toepassing van deze bepaling, beslissingen van niet-inoverwegingneming zijn. Het is de betrokken EG-vreemdeling die een belang heeft om daar tegen op te komen met een annulatieberoep. In deze context is een tussenkomst zinledig."

Deze preciseringen dienen in het verslag aan de Koning te worden opgenomen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De rechtsgrond van het ontworpen besluit is te vinden in de artikelen 39/65, 39/68, 39/69, § 3, 39/71, 39/82, §§ 5 en 7, 39/84 en 39/85 van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, hierna te noemen de "wet van 15 september 2006".

Het eerste lid behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. In het zesde lid behoort te worden geschreven "artikel 84, § 1, eerste lid, 1°,".

Dispositief

Artikel 2

Van het tweede lid dient een afzonderlijk artikel te worden gemaakt, aangezien het doel ervan verschilt van dat van het eerste lid.

Artikel 3

1. In artikel 3, § 1, vierde lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de directeur van de strafinrichting of van de plaats (2) waar de verzoeker wordt vastgehouden, of zijn gemachtigde, het verzoekschrift dat hij van verzoeker heeft ontvangen, kan bezorgen aan de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, hetzij per bode

(2) Lees "welbepaalde plaats", overeenkomstig artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980.

tegen ontvangstbewijs, hetzij per fax, in welk geval het originele verzoekschrift onverwijld aan de griffie wordt bezorgd.

Zoals in het ontwerp van verslag aan de Koning wordt aangegeven, is zulks vereist opdat de griffie in het bezit komt van een ondertekend (origineel) exemplaar van het verzoekschrift.

In de ontworpen tekst wordt niet aangegeven wat de gevolgen zijn van het niet-overzenden van het origineel verzoekschrift aan de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Het spreekt evenwel vanzelf dat dit verzuim voor de verzoeker geen enkel ongunstig gevolg mag meebrengen, aangezien die uiteraard niet verantwoordelijk kan worden geacht voor een vergissing of een verzuim van een lid van het bestuur.

Deze precisering zou in het verslag aan de Koning moeten voorkomen.

Als de steller van het ontwerp het evenwel noodzakelijk acht te eisen dat ingeval de directeur van de strafinrichting of zijn gemachtigde het origineel niet heeft overgezonden, verzoeker of diens raadsman het faxbericht uiterlijk op de terechtzitting authenticeert op straffe van afvoering van de rol [(3)], behoort de ontworpen bepaling in die zin te worden herzien.

2. In artikel 3, § 2, derde lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de processtukken, betekeningen, kennisgevingen en oproepingen door de Raad van State rechtsgeldig kunnen geschieden per fax ingeval van een procedure van uiterst dringende noodzakelijkheid of van een versnelde procedure en dat de partijen daartoe in het processtuk hun faxnummer vermelden.

---

(3) Vergelijk met artikel 3, § 1, tweede lid, 1°, van het ontwerp.

Volgens het ontwerp van verslag aan de Koning is deze bepaling overgenomen uit

> "de regeling bij uiterst dringende noodzakelijkheid zoals die thans is vervat in de procedureregeling voor de Raad van State (art. 19, eerste lid, tweede zin, van het genoemde koninklijk besluit van 9 juli 2000)."

De steller van het ontwerp wordt er evenwel opmerkzaam op gemaakt dat dit artikel 19 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hierna te noemen het "koninklijk besluit van 9 juli 2000", niet de precisering bevat dat de partijen in hun processtukken hun faxnummer moeten vermelden.

De Raad van State gaat er dan ook van uit dat de ontworpen bepaling, ondanks de bewoordingen ervan, aldus moet worden geïnterpreteerd dat op zich geen enkele straf staat op het niet-vermelden, door de partijen, van het faxnummer in hun processtukken.

Deze precisering dient in het verslag aan de Koning voor te komen.

Artikel 4

Er behoort te worden aangegeven dat dit artikel alleen van toepassing is op de verzendingen bij ter post aangetekende brief met ontvangstmelding, aangezien alleen daardoor de termijnen ingaan.

Artikel 6

1. Naar luid van het eerste lid worden "bij ieder processtuk bedoeld in dit besluit ... vier afschriften gevoegd".

Voor zover deze bepaling, door de algemene bewoordingen ervan, eveneens betrekking heeft op de stukken die de beroepen bedoeld in artikel 39/2 van de wet van 15 december 1980 [4] bevatten, is deze bepaling niet in overeenstemming met artikel 39/69, § 1, derde lid, 2°, waarin geëist wordt dat bij het beroep "zes afschriften ervan gevoegd" worden, waarbij de niet-naleving van die regel bestraft wordt met het niet inschrijven op de rol.

In de Nederlandse versie van het ontwerp van verslag aan de Koning wordt aan die regel weliswaar als volgt herinnerd :

> "Inzake het verzoekschrift is een regeling opgenomen in artikel 39/69, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980" [5].

Blijkbaar wordt aldus verwezen naar de overweging die voorkomt op bladzijde 2 en 3 van het ontwerp van verslag aan de Koning waarin wordt gesteld dat, aangezien een groot deel van de procedure voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen geregeld wordt bij de wet van 15 december 1980 en aangezien in een verordeningstekst geen regels behoren te worden opgenomen die uit de wet voortspruiten, de procedureregels die reeds vervat zijn in de wet van 15 december 1980 niet in het ontwerp worden opgenomen.

Deze wetgevingstechnische aanpak ontslaat de steller van het ontwerp er evenwel niet van het dispositief aldus op te stellen dat voorkomen wordt dat het strijdig is met de wet, hetgeen in casu het geval is wat het aantal afschriften betreft dat bij de beroepen dient te worden gevoegd.

---

(4) Zie inzonderheid artikel 2 van het ontwerp.

(5) De Franse tekst van deze passage van het ontwerp van verslag aan de Koning, naar luid waarvan "(p)ar rapport à la requête, une réglementation a été reprise de l'article 39/69, § 1, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980", stemt niet alleen niet overeen met de Nederlandse tekst, maar wekt de verkeerde indruk dat in artikel 6 van het ontwerp de regel vervat in artikel 39/69, § 1, derde lid, 2°, van de wet van 15 december 1980 zou zijn overgenomen.

Het eerste lid dient dan ook aldus te worden herzien dat voorbehoud wordt gemaakt voor het geval bepaald in artikel 39/69, § 1, derde lid, 2°, van de wet van 15 december 1980.

2. Het tweede lid behoort aldus te worden aangevuld dat gepreciseerd wordt wie de neerlegging van extra afschriften kan bevelen.

3. De ontworpen bepaling voorziet niet in een straf ingeval de afschriften of de extra afschriften waarvan daarin sprake is niet worden ingediend. Daaruit behoort te worden afgeleid dat op de niet-naleving van die bepaling geen enkele straf staat [(6)].

Deze precisering zou in het verslag aan de Koning moeten voorkomen.

Artikel 7

Door het in onderlinge samenhang lezen van artikel 6 en artikel 7 zou de indruk kunnen ontstaan dat alleen de in artikel 7 vermelde "verzoekschriften en nota's" een inventaris dienen te bevatten als daarbij stukken zijn gevoegd, terwijl zulks niet zou gelden voor de overige processtukken vermeld in artikel 6, namelijk de verzoeken tot tussenkomst, de schriftelijke verslagen en alle andere processtukken.

Aangezien zulks blijkbaar niet de bedoeling is, zou het beter zijn om, zoals in artikel 6, eveneens gewag te maken van "ieder processtuk bedoeld in dit besluit".

Artikel 9

1. Wat bedoeld wordt met het begrip "datum van inschrijving" in de eerste zin, in fine, is niet duidelijk.

---

(6) Vergelijk met artikel 39/69, § 1, derde lid, 2°, van de wet van 15 december 1980, krachtens welke de beroepen waarbij geen zes afschriften ervan gevoegd zijn niet op de rol worden ingeschreven.

Er dient te worden aangegeven om welke inschrijving het gaat.

2. De afdeling wetgeving merkt op dat het dispositief van de voorliggende bepaling niet het idee weergeeft dat in de bespreking ervan geuit wordt, namelijk dat met het advies van het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen alleen rekening kan worden gehouden als dat advies op de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen binnenkomt voordat de debatten gesloten zijn in de zaak waarop dat advies betrekking heeft. Dat is een leemte die opgevuld moet worden.

Hoofdstuk II

Hoofdstuk II heeft als opschrift "Het onderzoek en de terechtzitting". Uit de wet volgt evenwel dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen "geen eigen onderzoeksbevoegdheid" [(7)] heeft. Overigens bevat hoofdstuk II van het ontworpen besluit drie afdelingen met respectievelijk als opschrift "De voorafgaande maatregelen", "De terechtzitting" en "De verwijzing naar de algemene vergadering".

Het opschrift behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 10

In artikel 10 van het ontwerp wordt bepaald dat, als het verzoekschrift met toepassing van artikel 39/69, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 niet op de rol wordt ingeschreven, het verzoekschrift met inbegrip van de eventuele bijlagen door de griffie aan de verzoeker wordt teruggezonden en wel onverwijld en uiterlijk binnen een termijn van vijf werkdagen vanaf de ontvangst ervan op de griffie. In het ontwerp van verslag aan de Koning wordt aangegeven dat aldus, in aansluiting op het advies van de afdeling wetgeving over het voorontwerp dat tot de wet van 15 september 2006 heeft

---

(7) Artikelsgewijze bespreking (Gedr. St., Kamer, 2005-2006, nr. 51-2479/1, blz. 96), waarin wordt gesteld dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen "noch zijn administratie, noch derden, noch de CGVS (kan) opleggen een aanvullend onderzoek te doen" (Adde, blz. 117).

geleid [8], de nadere regels worden bepaald volgens welke de verzoeker op de hoogte zal worden gebracht van het feit dat zijn verzoekschrift niet in aanmerking wordt genomen [9].

De nadere regels die aldus in het ontworpen besluit worden vastgesteld, geven evenwel aanleiding tot de drie volgende opmerkingen :

- doordat het verzoekschrift en de eventuele bijlagen ervan aan de verzoeker worden teruggezonden, wordt de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in de onmogelijkheid geplaatst om naderhand, ingeval van betwisting, aan te tonen dat de beslissing om het verzoekschrift niet op de rol te plaatsen gegrond is;

- de terugzending door de griffie is aldus uitgewerkt dat de redenen van de weigering van inschrijving op de rol niet worden vermeld;

- wat er ook van aan is, die formaliteiten kunnen weliswaar van die aard zijn dat ze de betrokkene in staat stellen zich ervan te vergewissen dat zijn verzoekschrift niet op de rol is ingeschreven, maar bieden hem evenwel niet de mogelijkheid om binnen een redelijke termijn te zorgen voor de regularisatie van het verzoekschrift, zelfs als dat verzoekschrift zou zijn ingediend binnen de beroepstermijn van vijftien of dertig dagen, gesteld in artikel 39/57 van de wet van 15 december

---

(8) In haar advies 39.717/AV, uitgebracht op 21 februari 2006, over een voorontwerp van wet dat tot de wet van 15 september 2006 heeft geleid, heeft de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State immers opgemerkt dat de beroepstermijn verder blijft lopen in de gevallen bepaald in het ontworpen artikel 39/69, waarin een verzoekschrift niet op de rol wordt geplaatst en dat dan ook moet worden verondersteld dat de verzoeker op de een of andere wijze ervan op de hoogte zal worden gebracht dat het verzoekschrift niet in aanmerking is genomen (Gedr. St., Kamer, 2005-2006, nr. 51-2479/1, blz. 130).

(9) In het kader van de procedure die de griffie van de Raad van State krachtens artikel 20 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 toepast, worden onvolledige verzoekschriften in een wachtregister ingeschreven en worden de verzoekers uitdrukkelijk verzocht ze aan te vullen [zie het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan dat koninklijk besluit van 9 juli 2000 (Belgisch Staatsblad van 15 juli 2000) opmerking bij artikel 3 (blz. 24.796); zie eveneens J. Vanhaeverbeek, Les procédures particulières au contentieux des étrangers devant le Conseil d'Etat, Brussel, Die Keure, 2005, blz. 95].

1980 [10]. Aldus opgevat lopen de formaliteiten waarin de steller van het ontwerpbesluit voorziet het gevaar beschouwd te worden als een beperking van de toegang tot de rechter op zulk een wijze of in zulk een mate dat zulks het wezen zelf aantast van dat recht op toegang en zulks temeer daar het gaat om het eerste jurisdictioneel beroep dat de betrokkene kan aanwenden [11].

Bijgevolg moeten, om iedere betwisting terzake te voorkomen en het recht op een werkzaam jurisdictioneel beroep te waarborgen, naar het voorbeeld van wat staat in het ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State" waarover de algemene vergadering van de afdeling wetgeving op 28 november 2006 advies 41.773/AV heeft uitgebracht, de volgende regels worden vastgesteld :

- de griffie van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bewaart een spoor van het verzoekschrift dat daarbij is ingediend en dat voorlopig niet op de rol kon worden ingeschreven om de redenen genoemd in artikel 39/69, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980;

---

(10) Zo zal de verzoeker die zijn verzoekschrift de tiende dag van de termijn van vijftien dagen heeft ingediend, kennelijk niet meer kunnen zorgen voor de regularisatie van zijn verzoekschrift door tijdig een nieuw verzoekschrift in te dienen, als de griffie hem van de niet-inschrijving op de rol van het oorspronkelijke verzoekschrift op de hoogte zou brengen met een brief verstuurd de vijfde werkdag vanaf de ontvangst van dat verzoekschrift.

(11) Hierbij wordt eraan herinnerd dat het recht op een (werkzaam) jurisdictioneel beroep inzonderheid verankerd is in :
- artikel 39 van richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus;
- artikel 31 van richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG;
- en in artikel 20, lid 2, van richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezeten onderdanen van derde landen.

- verzoeker wordt bij een brief van de griffie verzocht zijn verzoekschrift binnen een welbepaalde fatale termijn te regulariseren;

- het verzoekschrift dat binnen de toegemeten termijn geregulariseerd is, wordt geacht ingediend te zijn op de datum van de eerste verzending ervan.

Artikel 14

In het eerste en het derde lid moeten, gezien de definitie van "voorzitter" in artikel 1, 3°, van het ontworpen besluit, de woorden "of een rechter" geschrapt worden.

Artikel 16

1. Aan het slot van onderdeel 1° moeten de woorden "of bijstaat" worden toegevoegd.

2. In onderdeel 4° schrijve men "de naam van het lid of de leden van de Raad die".

Artikel 17

1. Zoals bevestigd wordt in de commentaar op artikel 17 in het ontwerp van verslag aan de Koning, zorgt deze bepaling voor de tenuitvoerlegging van de machtiging vervat in de eerste zin van artikel 39/65, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij artikel 162 van de wet van 15 september 2006, luidens hetwelk

> "een tussen- of een einduitspraak [van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen] (...) aan de partijen ter kennis (wordt) gebracht volgens de modaliteiten bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad".

In het ontwerp van verslag aan de Koning staat dat de steller van het ontwerp ervoor geopteerd heeft om vooralsnog geen uitvoering te geven aan de machtiging verleend bij artikel 39/65, tweede lid, tweede zin, van de voornoemde wet van 15 december 1980 [(12)], luidens hetwelk

> "dit koninklijk besluit (...) eveneens de gevallen (kan) bepalen waarin kan worden volstaan met een kennisgeving aan de in het geding zijnde administratieve overheden van het dispositief en het voorwerp, alsook de vorm waarin en de voorwaarden waaronder deze beperkte kennisgeving geschiedt en de wijze waarop deze uitspraken voor deze partij in hun totaalversie toegankelijk zijn".

Eén van de redenen die in het ontwerp van verslag aan de Koning worden gegeven om die machtiging niet ten uitvoer te leggen is dat

> "is voorzien in een analoge regeling wat de bekendmaking betreft van de beschikkingen (in cassatie) en de arresten van de Raad van State"

en dat het

> "de Regering aangewezen (lijkt) dat in het belang van de verzoeker in het algemeen en van de partijen in het bijzonder, beide regelingen zo veel als mogelijk op elkaar aansluiting vinden."

De "analoge regeling" waarop gealludeerd wordt is de regeling waarvan sprake in artikel 20, § 3, derde lid, tweede zin, en artikel 28, tweede lid, tweede zin, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de artikelen 8 en 15 van de wet van 15 september 2006.

Toen de afdeling wetgeving van de Raad van State al geadieerd was omtrent het voorliggende ontwerp, is op 31 oktober 2006 door de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State een voorontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en

---

(12) Ontwerp van verslag aan de Koning, blz. 2

tot oprichting van een Raad voor vreemdelingenbetwistingen (toelaatbaarheidsprocedure in cassatie)" uitgewerkt [13] en overgezonden aan de Eerste Minister.

De algemene vergadering stond voor de vraag hoe in dat voorontwerp de vereenvoudigde kennisgeving waarin is voorzien in de tweede zin van de nieuwe artikelen 20, § 3, derde lid, en 28, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot stand kon worden gebracht.

In de toelichtende nota die het voorontwerp voorafgaat staat daarover het volgende :

> "Aangezien onder de hierna beschreven voorwaarden inderdaad kan worden overwogen om door het verzenden van elektronische berichten kennis te geven of mededeling te doen van beschikkingen of arresten die toch al in elektronische vorm bestaan, lijkt het noch om redenen van kostprijs noch ter wille van de snelheid van de procedure nodig te overwegen om van die documenten slechts een uittreksel per elektronische post te verzenden.
>
> In het voorontwerp van besluit wordt dan ook gekozen voor de mogelijkheid om de integrale tekst van de beschikking of het arrest per elektronische post te verzenden" [14].

Uit deze uitleg volgt dat de tenuitvoerlegging van de eerste zin van de nieuwe artikelen 20, § 3, derde lid, en 28, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, die op algemene wijze betrekking heeft op de wijze waarop de beschikkingen en de arresten ter kennis worden gebracht van de partijen, voldoende is om de Koning in staat te stellen te zorgen voor een vereenvoudigde kennisgeving daarvan via een elektronische overzending van de volledige tekst van de beschikkingen en de arresten, waarbij het niet nodig is deze kennisgeving te beperken tot het loutere mededelen van het dictum en het voorwerp van de beschikkingen of de arresten, zoals bepaald in de tweede zin van deze wetsbepalingen.

Dat heeft geleid tot artikel 42 van het ontwerp van koninklijk besluit dat het onderwerp is van het voornoemde advies 41.773/AV.

---

[13] Advies 41.439/AV, gegeven op 31 oktober 2006

[14] Onderdeel 4.2.

Aanbevolen wordt in het voorliggende ontwerp een soortgelijke bepaling in te voegen, die haar rechtsgrond zou putten uit artikel 39/65, tweede lid, eerste zin, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij artikel 162 van de wet van 15 september 2006.

2. Luidens het ontwerp van verslag aan de Koning zou de ontworpen bepaling identiek zijn aan artikel 34 (lees : artikel 36) van de algemene procedureregeling vóór de Raad van State [15]. Eigenlijk heeft de steller van de tekst nagelaten aan het einde van het tweede lid de woorden "bij gewone brief" toe te voegen.

De tekst moet met die woorden worden aangevuld.

Artikel 19

In het tweede en het derde lid van de voorliggende bepaling wordt verwezen naar bepalingen of naar een besluit tot uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat in een voorontwerp van wet dat onlangs voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, voorzien is in de opheffing van dat wetboek, en dit vanaf een door de Koning te bepalen datum [16].

---

(15) Namelijk het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

(16) Zie advies 41.194/2 gegeven op 25 september 2006 over een voorontwerp van wet "tot invoering van het Wetboek diverse rechten en taksen ingevolge de opheffing van het Wetboek der zegelrechten en de wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, en de wetsartikels die daarnaar verwijzen in het Burgerlijk wetboek, het Gerechtelijk wetboek, het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, de wet tot oprichting van een Kruispuntbank voor ondernemingen en de wet betreffende sommige buiten het Rijk opgemaakte akten van burgerlijke stand".

.../...

Artikel 20

Er zou moeten worden gepreciseerd of de in het eerste lid bedoelde beslissing om een arrest niet bekend te maken, alleen kan worden genomen in de gevallen vermeld in het tweede lid, dan wel of de beoordeling discretionair is, met inachtneming van het derde lid.

Artikel 23

In het kader van de valsheidsprocedure verleent artikel 23 van het ontworpen koninklijk besluit de rechter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen de bevoegdheid om al dan niet rekening te houden met een stuk dat hij vooraf van wezenlijk belang geoordeeld heeft voor zijn beslissing, wanneer een partij dat stuk van valsheid beticht.

In het ontwerp van verslag aan de Koning wordt gewag gemaakt van het feit dat beslist is zich te baseren op de procedure vastgesteld in artikel 43 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, hierna het "koninklijk besluit van 5 december 1991".

De steller van het ontwerpbesluit ziet evenwel over het hoofd dat het koninklijk besluit van 5 december 1991 alleen de schorsingsprocedure voor de Raad van State regelt en dat artikel 43 van dat besluit uitdrukkelijk preciseert dat de beslissing om een van valsheid beticht stuk al dan niet in aanmerking te nemen, slechts bij voorraad wordt genomen, in het kader van de schorsingsprocedure en dus niet vooruitloopt op hetgeen omtrent dat stuk wordt beslist in het kader van de annulatieprocedure. In verband met deze procedure dient artikel 51 van de algemene procedureregeling te worden gememoreerd, met toepassing waarvan de Raad van State, wanneer een van valsheid beticht stuk "van wezenlijk belang is voor de oplossing van het geschil", de uitspraak behoort uit te stellen "tot het bevoegd rechtscollege over de valsheid uitspraak heeft gedaan".

De ontworpen bepaling moet bijgevolg worden herzien opdat rekening wordt gehouden met de situatie waarin de door de rechter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen te nemen beslissing, geen beslissing bij voorraad [(17)] is, maar een definitieve.

Artikel 24

De afdeling wetgeving stelt de vraag of het niet verkieslijk zou zijn de hervatting van het rechtsgeding te laten geschieden met een verzoekschrift in plaats van met een verklaring ter griffie door de rechtsopvolger.

Er zou eveneens moeten worden aangegeven welke vermeldingen moeten voorkomen op het verzoek om het geding te hervatten, ongeacht of het schriftelijk dan wel mondeling wordt geformuleerd, inzonderheid wat de keuze van woonplaats betreft.

Artikel 25

Noch uit het dispositief van artikel 25, noch uit de bespreking ervan, kan worden opgemaakt in welk opzicht artikel 25 verschilt van artikel 39/73, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, dat de kamervoorzitter of de aangewezen rechter reeds verplicht de beroepen waarvan afstand wordt gedaan, bij voorrang te onderzoeken.

Artikel 32

1. Het eerste lid, dat niets toevoegt aan artikel 39/82, § 3, van de wet van 15 december 1980, moet vervallen.

---

(17) Te weten het geval waarin bij de rechter ofwel een vordering tot schorsing of een vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen volgens de procedure van de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt ingesteld, dan wel het geval waarin hij de vordering tot gewone schorsing ingesteld met hetzelfde verzoekschrift als het annulatieberoep, afzonderlijk moet onderzoeken.

.../...

2. Het tweede lid, dat het enige lid wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

"Het enig verzoekschrift waarvan sprake is in artikel 39/82, § 3, van de wet van 15 december 1980 bevat : ...".

Artikel 35

In het derde lid is enerzijds, in de Nederlandse tekst, sprake van "de schorsingsnota met opmerkingen", anderzijds, in de Franse tekst, van "la note d'observation et les remarques". Deze inconsistentie dient te worden weggewerkt. Ongetwijfeld moet elke verwijzing naar "remarques" worden weggelaten.

Artikel 36

In het derde lid is het beter te schrijven :

"Indien de voorzitter van oordeel is (verder zoals in het ontwerp)."

Dezelfde opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

Artikelen 39 en 40

Uit de gezamenlijke lezing van artikel 39/82, § 5, van de wet van 15 december 1980 en van de artikelen 39, § 1, eerste lid, en 40, tweede lid [(18)], van het ontwerp volgt dat na de uitspraak van een schorsingsarrest, alleen door de indiening door de tegenpartij van een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging of van een memorie, binnen acht dagen te rekenen van de kennisgeving van het schorsingsarrest**,** voorkomen wordt dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen onmiddellijk uitspraak doet over het

(18) In artikel 40, tweede lid, van het ontwerp moeten de woorden "artikel 35, § 1" worden vervangen door de woorden "artikel 39, § 1".

.../...

beroep tot nietigverklaring op basis van artikel 39, § 1, van het ontwerp en dat de procedure wordt gestart waarin artikel 40 van het ontwerp voorziet.

Zoals artikel 40, derde lid, van het ontwerp is geredigeerd, zou de indiening van een aanvullend administratief dossier hetzelfde gevolg hebben, ongeacht of de verwerende partij een verzoek tot voortzetting van de procedure dan wel een memorie indient.

De steller van het ontwerp moet zijn bedoeling op dit punt verduidelijken.

Indien het de bedoeling is dat alleen de indiening van een verzoek tot voortzetting van de procedure of van een memorie binnen acht dagen te rekenen van de kennisgeving van het schorsingsarrest dat gevolg heeft, dienen de woorden "of het administratief dossier heeft vervolledigd" in artikel 40, derde lid, van het ontwerp te vervallen, met dien verstande dat wordt bepaald dat, wanneer bij de indiening van een verzoek tot voortzetting van de procedure een aanvullend dossier wordt overgezonden, het voornoemde artikel 40, derde lid, toegepast wordt.

Indien daarentegen alleen de indiening van een aanvullend dossier, zoals de indiening van een memorie, moet worden gelijkgesteld, met een verzoek tot voortzetting van de procedure, zou artikel 40, tweede lid, van het ontwerp in die zin moeten worden aangepast en zou het vervolg van de onderzochte bepaling dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Artikelen 40 en 41

1. In artikel 40, eerste lid, is het met het oog op een grotere leesbaarheid beter de eerste zin als volgt te schrijven :

"Indien de schorsing van de tenuitvoerlegging is bevolen en de verwerende partij een verzoek tot voortzetting van de procedure heeft ingediend, kan deze partij binnen acht dagen na de kennisgeving van het arrest aan de hoofdgriffier, aan de griffie een memorie bezorgen en, in voorkomend geval, het administratief dossier vervolledigen."

.../...

Evenzo behoort in artikel 41, eerste lid, de eerste zin als volgt te worden geschreven :

"Indien de schorsing van de tenuitvoerlegging niet is bevolen en de verzoekende partij een verzoek tot voortzetting van de procedure heeft ingediend, verloopt de procedure (verder zoals in het ontwerp)."

2. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk om welke reden, die moet kunnen worden verantwoord in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, het eerste en tweede lid van artikel 40 geen tegenhanger hebben in artikel 41, in zoverre ze bepalen dat een tijdig ingediende memorie geldt als verzoek tot voortzetting van de procedure.

Artikel 43

1. Zoals in artikel 39/82, § 3, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt vereist dat in het opschrift van het verzoekschrift het onderwerp ervan wordt vermeld wanneer het gaat om een beroep tot nietigverklaring, of tegelijk het onderwerp van een dergelijk beroep en van een vordering tot schorsing [(19)], is het wenselijk dat in het opschrift van de vordering waarvan in artikel 43, § 1, sprake is, uitdrukkelijk melding wordt gemaakt van een vordering tot schorsing wegens uiterst dringende noodzakelijkheid.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 44 van het ontwerp, dat handelt over de vorderingen tot het bevelen van voorlopige maatregelen, en voor artikel 50 van het ontwerp, dat betrekking heeft op de vordering tot intrekking of tot wijziging van het arrest dat de schorsing of voorlopige maatregelen beveelt [(20)].

---

(19) Zie ook, in dezelfde zin, wat betreft de beroepen tot nietigverklaring en de vorderingen tot schorsing ingediend bij de afdeling geschillen van de Raad van State, artikel 17, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij artikel 6, 3°, van de wet van 15 september 2006.

(20) Zie ook artikel 3, § 2, 1°, van het ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State" waarover het voormelde advies 41.773/AV is uitgebracht.

.../...

2. De afdeling wetgeving wijst erop dat in paragraaf 1 niet op een exhaustieve wijze wordt vermeld welke vermeldingen de vordering tot schorsing wegens uiterst dringende noodzakelijkheid moet bevatten, naast de uiteenzetting van de feiten die in het bijzonder het beroep op deze procedure rechtvaardigen [(21)].

Artikel 44

In de Franse tekst van onderdeel 1° van het tweede lid behoren de woorden "partie requérante" te worden vervangen door de woorden "partie défenderesse".

Artikel 46

In paragraaf 2, tweede lid, van de Franse tekst moeten de woorden "à l'avis" worden vervangen door de woorden "à la communication".

Artikelen 51 tot 54

De artikelen 51 tot 54 van het ontwerp van koninklijk besluit wijzigen het koninklijk besluit van 19 mei 1993 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen. Dit koninklijk besluit ontleent zijn rechtsgrond aan het huidige artikel 57/24 van de wet van 15 december 1980, waarnaar evenwel niet wordt verwezen in de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er derhalve in de eerste plaats op gevestigd dat dit in artikel 57/24 aan de Koning opgedragen bevoegdheid om de rechtspleging voor de Vaste Beroepscommissie te bepalen, ongedaan gemaakt is door artikel 196 van de wet van 15 september 2006, met ingang van 1 december 2006, met toepassing van artikel 243, derde lid, van dezelfde wet.

---

(21) Vergelijk met de artikelen 3 en 8, § 1, van het koninklijk besluit van 9 juli 2000. Zie eveneens artikel 44, tweede lid, van het voorliggende ontwerp.

.../...

Vervolgens dient te worden opgemerkt dat de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen met toepassing van artikel 235 van dezelfde wet van 15 september 2006 voorlopig bevoegd blijft om, met ingang van 1 december 2006, kennis te nemen van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en dat deze beroepen, inzonderheid, behandeld worden overeenkomstig de procedure en de voorwaarden bepaald bij de artikelen 39/9, 39/17, 39/18, 39/56 tot 39/67 en 39/69 tot 39/77 van de wet van 15 december 1980, zoals ze ingevoegd zijn bij de wet van 15 september 2006 en waarvan de inwerkingtreding is bepaald op 1 december 2006. Hieruit volgt dat de Koning met ingang van 1 december 2006 ook niet meer kan steunen, zij het bij wijze van overgang, op artikel 39/68 van de wet van 15 december 1980 [(22)], om het voornoemde koninklijk besluit van 19 mei 1993 te wijzigen of aan te vullen, precies doordat naar dit artikel niet uitdrukkelijk wordt verwezen in artikel 235, § 2, derde lid, van de wet van 15 september 2006.

Bij de huidige stand van de wetgeving beschikt de Koning dus vanaf 1 december 2006 niet meer over enige machtiging om de artikelen 51 tot 54 van het ontwerp uit te vaardigen.

---

(22) Met toepassing van dit artikel komt het aan de Koning toe de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vast te stellen bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen" dat onlangs om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, houdt weliswaar het voornemen in om artikel 57/24 van de wet van 15 december 1980 [(23)] voorlopig te herstellen, maar dit voorontwerp heeft op heden nog geen gestalte gekregen in de vorm van een wet.

Uit de opmerkingen die voorafgaan volgt dat de adviesaanvraag op zijn minst te vroeg komt, in zoverre ze betrekking heeft op de artikelen 51 tot 54 van het ontworpen koninklijk besluit. Deze bepalingen zijn bijgevolg niet onderzocht in het kader van dit advies.

Artikel 55

In het tweede lid van paragraaf 2 is er geen overeenstemming tussen de Franse tekst, die voorziet in een kennisgeving aan de raadsman van de vreemdeling, en de Nederlandse tekst, die hierin niet voorziet.

De Nederlandse tekst moet worden aangevuld.

Slotopmerkingen

1. Omwille van de leesbaarheid en, bijgevolg, van de rechtszekerheid, moeten de wetsbepalingen waarnaar het ontworpen besluit menigmaal verwijst, nauwkeuriger worden aangegeven, door in voorkomend geval de indeling en de verdere onderverdeling van het artikel waarnaar wordt verwezen te vermelden. Dit is inzonderheid het geval met de artikelen 3, § 3, en 6, eerste lid, van het ontwerp.

---

(23) Evenals de artikelen 57/25 tot 57/27 van dezelfde wet van 15 december 1980, die eveneens betrekking hebben op de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen (zie artikel 134 van het voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen" waarover op 7 en 8 november 2006 advies 41.595/2/4 uitgebracht is).

2. Overeenkomstig het gebruik moet het teken "-" worden vervangen door het woord "tot" wanneer men naar een reeks artikelen wenst te verwijzen.

3. De Franse versie van geheel het ontwerp en van het ontwerp van verslag aan de Koning vertoont tekortkomingen en vergt een grondige herziening.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. VANDERNOOT, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT R. ANDERSEN